

Développements macroéconomiques récents

Après la forte contraction de 8,7 % en 2020, la croissance du PIB s'est accélérée pour atteindre 3,4 % en 2021 sous l'effet, du côté de l'offre, de la reprise des exportations de produits manufacturés et du tourisme, et du côté de la demande, de l'investissement privé, qui a augmenté de 24,5 % en 2021 après sa contraction de 26,8 % en 2020. Cette accélération aurait pu être plus forte sans l'instabilité politique de 2021. L'inflation a été légèrement plus élevée cette année-là, à 5,7 %, en raison de la hausse des prix du pétrole et des denrées alimentaires, ainsi que de certains produits et services administrés, notamment le tabac et les transports. Le secteur bancaire est confronté à un déficit structurel de liquidités. Le déficit budgétaire est estimé à 8,1 % du PIB en 2021. Malgré une hausse des recettes de 13 %, la masse salariale, les subventions aux carburants et le service de la dette représentent une part croissante du budget de l'État. Le déficit de la balance courante a augmenté à 7,1 % du PIB en 2021 en raison des importations de produits alimentaires et d'énergie. Les réserves de change s'élèvent à 21,5 milliards de TND (4,3 mois d'importations) à la fin de 2021.

L'allocation de DTS de 740 millions de dollars – soit 15 % des besoins de financement de 2021 – a été entièrement affectée au financement du budget. La dette publique, estimée à 91 % du PIB en 2021, est constituée pour plus des deux tiers de dette étrangère. La notation de la dette souveraine de la Tunisie a été dégradée par plusieurs agences en 2021. Le pays est désormais confronté à un accès restreint aux marchés financiers internationaux et a du mal à mobiliser des ressources étrangères auprès des bailleurs de fonds en raison de l'absence d'un programme avec le FMI. Le chômage a atteint 18,4 % au troisième trimestre 2021, avec un taux plus important chez les femmes (24,1 %) et les diplômés de l'enseignement supérieur (30,1 %), et dans les régions intérieures.

Perspectives et risques

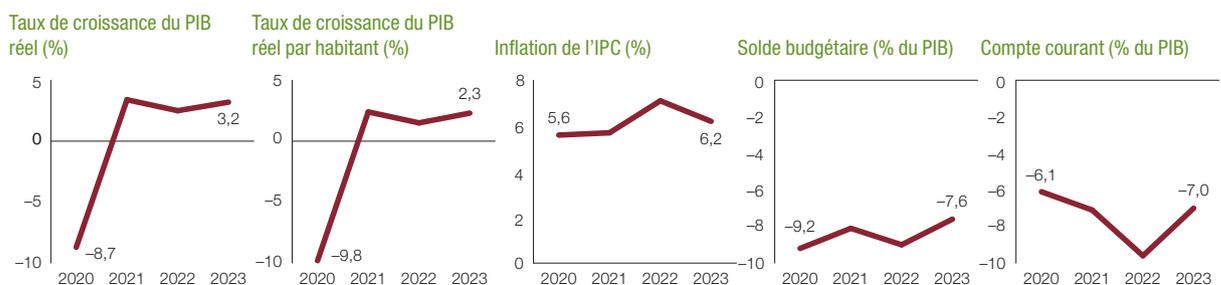
La croissance du PIB devrait atteindre 2,5 % en 2022 et 3,2 % en 2023. L'inflation devrait être plus élevée en 2022 en raison du conflit Russie-Ukraine, qui a provoqué une flambée des prix du pétrole et des denrées alimentaires sur les marchés mondiaux. Elle devrait diminuer en 2023 grâce à une politique monétaire prudente et à l'apaisement des tensions inflationnistes extérieures. Les projections montrent également une détérioration

du déficit budgétaire et du déficit des comptes courants en 2022, avant une amélioration en 2023. Toutefois, ces perspectives pourraient se dégrader en raison du risque élevé de surendettement, lequel pourrait avoir un impact négatif sur les entrées de capitaux et l'accès au financement extérieur. En outre, l'instabilité politique et la lenteur des réformes entraînent une réticence des bailleurs de fonds à soutenir financièrement le pays. La reprise pourrait également être ralentie par des tensions sociales causées par la hausse des prix dans un contexte économique difficile pour les ménages, par une politique fiscale restrictive pénalisant davantage les investissements publics, par une perte de confiance des investisseurs privés ou par de nouvelles variantes du COVID-19. Le rétablissement de finances publiques viables, une gestion prudente de la dette et la disponibilité de denrées alimentaires de base à des prix abordables seront nécessaires pour atténuer les risques.

Changement climatique et options de politiques publiques

La Tunisie se classe 130^e sur l'Indice mondial des risques climatiques 2021. L'impact du changement climatique épuise les ressources en eau et provoque la perte de la biodiversité, la dégradation des côtes et la désertification. L'agriculture, fortement soumise à des précipitations erratiques, est particulièrement vulnérable au stress hydrique. Plus de 3 000 ha de zones côtières urbaines sont menacés d'inondation par l'élévation du niveau de la mer.

Pourtant, le pays progresse dans la réalisation de l'ODD 13 sur l'action climatique. Pour amorcer sa transition énergétique, il a lancé le Plan solaire tunisien qui, d'ici 2030, vise à réduire l'intensité carbone de 41 % par rapport à 2010 et à atteindre une part de 30 % d'énergies renouvelables dans le mix énergétique, mais sa mise en œuvre a été retardée. Une étude Eau 2050 est en cours et propose des mesures d'adaptation aux pénuries d'eau. Cependant, la mobilisation des ressources pour les fonds climatiques a été faible en raison d'un manque à la fois de personnel spécialisé dans les ministères et d'agences responsables. Les projets actuels de l'Agence nationale pour la gestion de l'énergie visent à doter le pays d'instruments basés sur les mécanismes du marché pour lutter contre le changement climatique, tels qu'une taxe sur le carbone, des tarifs sur le carbone et des lignes de crédit. Les secteurs du ciment et de l'énergie seraient particulièrement appropriés pour tester ces instruments.



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.